

# Contribution d'un particulier

## Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 27/09/2024

### Introduction

*Ce document a été rédigé par ELE. Le syndicat ELE fédère plus de 70 entreprises locales de distribution (ELD) au sens du code de l'énergie, qui réalisent des missions de gestionnaires de réseaux de distribution, de fourniture notamment au tarif réglementé de vente d'électricité, de production d'électricité et services. Le syndicat ELE représente ses membres au niveau national, organise et anime les échanges d'expertises et d'expériences sur les sujets métiers, sur toute la chaîne de valeur de l'énergie et dans le domaine social, et accompagne ses adhérents dans la compréhension et la mise en œuvre de la réglementation. Pour plus d'informations, consultez notre site Internet.*

#### Propos liminaires

Le syndicat ELE rappelle son attachement au TRVe, gage de stabilité dans la durée et de protection des consommateurs du fait de sa construction transparente et de sa répliquabilité, le rendant parfaitement compatible avec une concurrence saine.

Les pistes d'évolution des grilles tarifaires envisagées par le régulateur nous paraissent légitimes compte tenu des enjeux de flexibilité du système électrique, en cohérence avec les travaux en cours sur le TURPE 7. A cet égard, la généralisation progressive de grilles horo-différenciées devrait être un enjeu commun à tous les acteurs.

ELE attire l'attention de la CRE sur le caractère impératif de la prise en compte des évolutions envisagées dans la présente consultation dans la conception du Tarif de Cession afin de garantir une marge raisonnable aux fournisseurs historiques. Ce sujet nous semble d'autant plus important alors que des ELD thermosensibles subissent un décrochage de marge très important depuis le mouvement de février 2022.

Cette problématique bien identifiée par vos services, et évoquée lors de réunions au premier semestre, doit être prise en compte en amont du prochain mouvement tarifaire pour éviter de faire perdurer les conséquences délétères pour les entreprises concernées. Ainsi, et comme discuté avec vos équipes, nous appelons à ce que des évaluations de marges de divers profils d'ELD soient faites en amont du prochain mouvement afin de s'assurer de la juste rémunération de tous les opérateurs historiques ELD. Nous restons disponibles pour échanger avec les services de la CRE à ce sujet de première importance pour les ELD.

## 3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

**Question 1 :** Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Non.

**Question 2 :** Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

La méthode par ratio d'équilibre cible paraît moins incitative que la méthode d'empilement par option cible.

**Question 3 :** A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Oui.

**Question 4 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Oui.

# Contribution d'un particulier

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Oui, eu égard au bénéfice apporté au système électrique dans son ensemble. ELE comprend que cette suppression ne s'applique pas aux clients non résidentiels.

ELE tient néanmoins à souligner le risque d'efficacité partielle d'une telle mesure pour le système électrique, dès lors que les fournisseurs alternatifs conserveraient la possibilité de proposer des offres de marché dont la structure serait similaire aux TRVe supprimés.

**Question 6 :** En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

ELE laisse le soin aux fournisseurs alternatifs de répondre à cette question.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

ELE comprend la nécessité d'une adaptation progressive des grilles tarifaires dans le but d'inciter les clients à se reporter sur des tarifs horo-différenciés. Pour autant, ces derniers peuvent s'avérer non favorables économiquement aux clients équipés d'un chauffage électrique (et sans alternative) dans les régions thermosensibles. Il ne faudrait pas non plus négliger l'effet potentiellement dissuasif de cette mise en extinction sur le choix du chauffage électrique pour un client qui souhaiterait sortir des énergies fossiles et pour lequel le tarif horo-différencié ne serait pas adapté à sa consommation.

Par ailleurs, ELE tient à souligner le risque d'efficacité partielle d'une telle mesure pour le système électrique, dès lors que les fournisseurs alternatifs conserveraient la possibilité de proposer des offres de marché dont la structure serait similaire aux TRVe mis en extinction.

**Question 8 :** Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

Si cette mise en extinction était décidée, un tel bilan serait nécessaire.

Le cas échéant, la suppression de ce tarif serait un changement très important sur le marché de détail et nécessiterait une communication publique auprès des consommateurs concernés le plus en amont possible.

Par ailleurs, ELE tient à souligner le risque d'efficacité partielle d'une telle mesure pour le système électrique, dès lors que les fournisseurs alternatifs conserveraient la possibilité de proposer des offres de marché dont la structure serait similaire aux TRVe supprimés dans 4 à 5 ans.

**Question 9 :** En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

ELE laisse le soin aux fournisseurs alternatifs de répondre à cette question.

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

# Contribution d'un particulier

Oui, cela paraît pertinent d'un point de vue des achats d'énergie et du système électrique.

Toutefois, il apparaît nécessaire de réserver l'expérimentation et, le cas échéant, l'évolution de l'option Base aux clients disposant d'un compteur communicant.

Il faudrait également anticiper :

- l'articulation de cette évolution avec la généralisation du TURPE 4 postes ;
- l'adaptation des Systèmes d'Information.

**Question 11 :** Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

Non.

**Question 12 :** Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Oui (cf. réponse à la question 10).

## 4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Oui.

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez -vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Défavorable

Commentaire :

ELE considère qu'il est plus intéressant d'utiliser une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux afin d'avoir une courbe plus représentative.

**Question 15 :** Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

Oui.

**Question 16 :** Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Favorable

Commentaire :

# Contribution d'un particulier

Oui.

**Question 17 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas d'observation.

**Question 18 :** Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas d'observation.

**Question 19 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas d'observation.

**Question 20 :** Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas d'observation.

## 5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

**Question 21 :** Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Favorable

Commentaire :

ELE est favorable à cette évolution, qui fait particulièrement sens pour les questions liées aux achats d'énergie, à condition d'**obtenir suffisamment en amont les grilles tarifaires, a minima 15 jours avant leur entrée en vigueur.**

**Question 22 :** Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Favorable

# Contribution d'un particulier

Commentaire :

Compte tenu de la méthode par empilement des coûts applicable pour l'élaboration des TRVe, permettant la contestabilité de ces derniers, ELE est favorable à cette proposition.

**Question 23 :** La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Pas d'observation.

**Question 24 :** Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

Pas d'observation.

**Question 25 :** Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Pas d'observation.

**Question 26 :** Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Il semblerait que le taux de rémunération normale de 2.5% ne soit pas suffisant, en ce qu'il ne permettrait pas de couvrir le risque d'attrition.

**Question 27 :** A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

ELE se demande si la probabilité de survenance d'hivers plus chauds et de canicules plus fréquentes est suffisamment prise en compte dans la modélisation du risque thermo-sensibilité de la CRE.

**Question 28 :** Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Oui, car l'intégration croissante des ENR et l'augmentation des besoins de flexibilité vont entraîner une hausse du coût des écarts. ELE relève toutefois une incohérence de temporalité entre l'application des tarifs au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et la période des cotations visées (décembre).

**Question 29 :** Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Pas d'observation.

**Question 30 :** A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?

A - ELE est très favorable à utiliser une référence de marché pour calculer la brique de coût CEE du TRVe. ELE ne souhaite pas se prononcer sur la référence de marché à retenir mais regrette qu'Emmy ne publie pas une donnée reflétant la réalité des prix des transactions.

B - Pas d'observation.